

Une volonté croissante de mettre un terme à la pêche illégale

Dossier de la rédaction de H2o
June 2018

De plus en plus de pays choisissent de bloquer les navires transportant des prises illégales

Alors que la communauté internationale célèbre le 5 juin la première journée mondiale consacrée à la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), on observe que de plus en plus de pays ont décidé de rejoindre un accord mondial visant à mettre un terme aux activités de pêche illégale. Selon les estimations, un poissonnier sur cinq serait affecté par la pêche INN, avec un coût annuel de près de 23 milliards de dollars.

La date du 5 juin a été choisie car elle coïncide avec l'anniversaire de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du Port (PSMA), entré en vigueur en 2016. Le PSMA est le premier accord international contraignant à cibler la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN). À ce jour, 54 États, ainsi que l'Union européenne, sont devenus l'accord et nombreux sont ceux à avoir déjà commencé à mettre en œuvre ses dispositions. "Les parlements de nombreux autres pays sont en passe de ratifier l'accord. J'aimerais féliciter tous ces pays et inviter les autres à rejoindre cette initiative mondiale afin d'éradiquer la pêche illégale. Pour que le PSMA soit effectif, nous avons besoin de tous les pays", a précisé Jos Graziano da Silva, directeur général de la FAO, lors d'un événement parallèle organisé en marge de la 159^{ème} session du Conseil de la FAO pour célébrer la journée mondiale. Le PSMA tend à décourager les navires qui souhaiteraient exercer des activités illégales, en leur refusant l'accès aux ports et donc en les empêchant de décharger leurs prises et de bénéficier des services portuaires. L'accord empêche également les produits provenant de la pêche INN de parvenir jusqu'aux marchés nationaux et internationaux. "À travers le monde, des milliers de personnes sans scrupules pillent les stocks de poissons et vident nos océans. Ce ne sont pas seulement les poissons à en payer le prix, les populations aussi. Vider les océans revient à vider les estomacs et les portefeuilles", a déclaré Karmenu Vella, commissaire européen à l'Environnement, aux Affaires maritimes et à la Pêche, lors de l'événement s'étant tenu au siège de la FAO. "L'Indonésie poursuit la mise en place de mesures très strictes et nous avons également adopté une tolérance zéro en ce qui concerne la pêche illégale et non déclarée. Nous devons poursuivre notre travail ensemble. Aucun pays ne peut lutter contre la pêche INN tout seul", a indiqué Susi Pudjiastuti, ministre indonésienne des Affaires maritimes et de la Pêche.

Pour la première fois, on observe une volonté croissante de mettre un terme à la pêche INN, avec notamment la mise en place d'une série d'instruments internationaux qui permettront de rapprocher la communauté internationale de cet objectif. D'autres instruments tels que les Directives volontaires de la FAO pour la performance de l'État du pavillon adoptées en 2014 et les Directives volontaires de la FAO pour un système de documentation des captures adoptées en 2017 servent de complément au PSMA afin d'obtenir une meilleure traçabilité du poisson tout au long de la chaîne de valeur, la rendant par ailleurs plus harmonisée. Le fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifiques et des navires de ravitaillement, opérationnel depuis 2017, est un répertoire d'informations sur les navires participant à des opérations de pêche, qui contribue à la mise en œuvre du PSMA, au suivi des pêches, à leur contrôle et à leur surveillance de manière globale. Les Directives volontaires de la FAO sur le marquage des équipements de pêche (dont l'objectif est de lutter contre les pertes, les abandons et les rejets d'équipements de pêche) ont été négociées par les États membres de la FAO et devraient être validées lors du Comité des pêches de la FAO, qui se tiendra en juillet 2018. "Nous avons tous les instruments nécessaires pour réaliser notre objectif mais nous avons également besoin de l'implication de tous les gouvernements et de l'ensemble des principaux acteurs du secteur", a souligné Jos Graziano da Silva.

Près de 10 % de la population mondiale dépend directement de la pêche pour ses moyens d'existence et, pour de nombreux pays en développement, le poisson est la denrée alimentaire la plus commercialisée. Le secteur de la pêche fournit également des emplois pour les jeunes et les femmes, mais la pêche illégale menace gravement la durabilité de cet important secteur socio-économique.

FAO